

Federal
Public
Sector
Labour
Relations and
Employment
Board

Commission des
relations de
travail et de
l'emploi dans le
secteur
public
fédéral

N° de dossier de la
C.R.T.E.S.P.F.

Pour usage interne
seulement

Formulaire 11

article 51

du Règlement sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

DEMANDE DE RENVOI D'UN DIFFÉREND À LA CONCILIATION

Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral

- AVIS:**
- 1) L'original et quatre copies de la présente demande doivent être déposés auprès de la Commission.
 - 2) Une copie de la convention collective la plus récente conclue entre les parties relativement à l'unité de négociation décrite au point 3 doit être jointe à la présente demande.

1. Renseignements sur la partie qui demande le renvoi d'un différend à la conciliation

Nom :

Adresse postale

Appartement (*si applicable*) : _____ N° et rue : _____

Ville : _____ Province ou territoire : _____ Code postal : _____

Nom du représentant autorisé :

Adresse postale (*si différente de celle inscrite ci-dessus*)

Appartement (*si applicable*) : _____ N° et rue : _____

Ville : _____ Province ou territoire : _____ Code postal : _____

N° de téléphone : (____) _____ N° de télécopieur : (____) _____

Adresse électronique : _____

2. Renseignements sur l'autre partie au différend

Nom :

Adresse postale

Appartement (*si applicable*) : _____ N° et rue : _____

Ville : _____ Province ou territoire : _____ Code postal : _____

Adresse électronique : _____

3. Description détaillée de l'unité de négociation visée par la demande :

4. Date à laquelle l'avis de négocier collectivement a été donné en vertu de l'article 105 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* :

(jj/mm/aaaa)

5. Date la plus récente, avant celle à laquelle l'avis de négocier collectivement a été donné, à laquelle la Commission a enregistré un mode de règlement des différends choisi par l'agent négociateur pour l'unité de négociation :

(jj/mm/aaaa)

6. Mesures qui ont été prises - y compris les dates des réunions qui ont été tenues et l'état d'avancement des négociations - depuis que l'avis de négocier collectivement a été donné :

7. Conditions d'emploi pour lesquelles le renvoi à la conciliation est demandé :

8. Propositions du demandeur quant au rapport qui doit être fait au sujet des conditions d'emploi :

9. Demandez-vous l'établissement d'une commission de l'intérêt public se composant de trois membres, en vertu du paragraphe 164(2) de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral*?

oui non

Étant dûment autorisé(e) à cet effet, je soussigné(e) présente la *Demande de renvoi d'un différend à la conciliation*.

Date : _____
(jj/mm/aaaa)

(Signature du représentant autorisé)

(Fonction exercée auprès de la partie qui demande le renvoi d'un différend à la conciliation)
